



People's
Health
Movement

Mouvement Populaire pour la Santé

La Charte
Populaire
Pour la
Santé



Français

Mouvement Populaire pour la Santé

INTRODUCTION

En 1978, à la conférence d'Alma-Ata, les ministres de 134 pays membres en coopération avec l'OMS et l'UNICEF ont proclamé la «Santé pour tous d'ici l'an 2000» prenant les Soins de Santé Primaires comme le meilleur moyen d'atteindre cet objectif.

Malheureusement, ce rêve n'est jamais devenu réalité. L'état de santé de la population du tiers monde ne s'est pas amélioré. Dans plusieurs cas, elle s'est même d'avantage dégradée. Nous faisons actuellement face à une crise dans le domaine de la santé. Cette crise se caractérise par une inégalité qui ne cesse de croître entre les pays. Des nouvelles menaces pour la santé surgissent continuellement. S'ajoutent à ce phénomène, les effets néfastes de la globalisation qui empêche une distribution équitable des ressources relatives à la santé des gens et en particulier celle des pauvres.

Dans le secteur de santé, l'omission d'adopter les services de santé primaire tel que prévu initialement par la conférence d'Alma-Ata, a eu pour effet d'aggraver substantiellement la crise existante dans le domaine de santé.

Les gouvernements et les acteurs internationaux sont entièrement responsables de cet échec.

Il est à présent essentiel de lancer un effort international concerté afin de placer les objectifs de la santé là où ils méritent d'être dans l'agenda du développement.

Des vraies initiatives axées sur les personnes doivent être renforcées afin de mettre de la pression sur les acteurs ayant un pouvoir décisionnel, les gouvernements et le secteur privé, pour s'assurer que la vision de Alma-Ata devienne une réalité.

Plusieurs organisations internationales, sociétés civiles, ONG et groupes de femmes travaillent ensemble pour atteindre cet objectif. Ce groupe en coopération avec d'autres qui soutiennent les principes des services de soins de santé primaire et des perspectives des individus ont organisé «l'Assemblée Populaire de Santé» qui a eu lieu le 4-8 décembre 2000 à Bangladesh, à Savar, sur le campus de Gonoshasthaya Kendra ou GK (centre de santé des individus).

1453 participants provenant de 92 pays ont assisté à l'Assemblée qui fut le résultat de 18 mois de préparation visant à coordonner des actions à travers le monde. Le processus de préparation a été marqué par un enthousiasme et une participation jamais vus auparavant de la part d'une multitude d'individus impliqués dans des milliers de réunions dans des villages, des ateliers au niveau régional et des rencontres nationales.

Les séances plénières à l'Assemblée couvraient cinq thèmes: santé, vie et bien être; inégalité, pauvreté et santé; soins de santé et services de santé; l'environnement et la survie; et les moyens pour l'avenir. Des personnes provenant de partout dans le monde ont présenté des témoignages démontrant l'exclusion de services, la preuve de services qui fonctionnent mal, et également ils ont relaté des initiatives d'individus et d'organisations qui fonctionnent. Plus de cent séances simultanées ont permis aux participants de partager et discuter de façon plus approfondie les différents aspects des thèmes majeurs et d'exprimer leurs expériences personnelles ainsi que leurs inquiétudes. L'évènement d'une durée de cinq jours a donné aux participants l'opportunité de s'exprimer dans leurs propres langues. Ils ont souligné les manquements de leurs gouvernements respectifs ainsi que ceux des organisations internationales et ils ont décidé de se battre ensemble afin que la santé et le développement équitable deviennent des priorités dans les agendas des décideurs politiques au niveau local, national et international.

Après avoir revu leurs problèmes et difficultés et avoir partagé leurs expériences, ils ont rédigé et finalement accepté La Charte Populaire de la Santé. À partir de maintenant, la charte sera l'outil commun de citoyens à travers le monde qui se sont engagés à faire en sorte que le rêve de Alma-Ata devienne une réalité.

Nous encourageons et invitons tous les personnes qui partagent nos inquiétudes et objectifs de se joindre à nous en apportant leur soutien à la Charte.

AVANT- PROPOS

La santé est une donnée sociale, économique et politique; c'est avant tout un droit humain fondamental. L'inégalité, la pauvreté, l'exploitation, la violence et l'injustice sont à la base de la maladie et de la mort des pauvres et des personnes marginalisées. Atteindre la santé pour tous exige que de puissants intérêts soient mis en cause, que la mondialisation soit combattue, et que les priorités politiques et économiques soient radicalement changées.

Cette charte est construite sur les espérances d'hommes et de femmes dont les voix ont rarement été écoutées auparavant. Elle encourage les populations à développer leurs propres solutions et les autorités locales, les gouvernements nationaux et les organisations et entreprises internationales à répondre de leurs responsabilités.

UNE VISION D'AVENIR

L'Équité, la Paix et un Développement durable compatible avec la protection de l'environnement sont au coeur de notre vision pour un monde meilleur – un monde dans lequel la santé pour tous soit une réalité; un monde qui respecte la vie et sa diversité sous toutes ses formes, un monde qui favorise le développement des talents et des capacités de chacun et leur enrichissement mutuel, un monde dans lequel la voix des individus guide les décisions qui façonnent leurs vies. Il y a bien plus de ressources qu'il n'en faut pour atteindre ces objectifs.

LA CRISE DE LA SANTE

« Pour nous, la maladie et la mort sont un outrage quotidien. Non pas parce que des gens tombent malades ou meurent, mais parce que nombre de ces maladies et de ces décès ont leur cause dans des politiques sociales et économiques qui nous sont imposées».

(Une voix d'Amérique Centrale)

Les changements économiques globaux des récentes décennies ont eu un impact profond sur la santé des gens et leurs possibilités d'accès aux services sanitaires et sociaux.

Malgré un accroissement inégalé de la richesse dans le monde, la pauvreté et la faim continuent de s'accroître. Le fossé entre les nations riches et pauvres s'est élargi, de même que les inégalités entre classes sociales, entre hommes et femmes et entre jeunes et vieux.

Une grande proportion de la population mondiale manque encore de nourriture, d'accès à la scolarisation, à l'eau potable, au logement, à la terre, à l'emploi et aux services de santé. Les discriminations persistent. Elles affectent aussi bien les risques de maladies que l'accès aux soins de santé.

Les ressources naturelles de la planète sont exploitées à un rythme alarmant. La dégradation de l'environnement menace la santé de chacun, en particulier celle des pauvres. Il y a eu une multiplication des conflits, alors que persiste la menace des moyens de destruction massifs.

Les ressources du monde sont de plus en plus concentrées entre les mains d'une minorité qui s'efforce d'accroître ses propres profits. Les politiques économiques néo-libérales sont décidées par un petit groupe de gouvernements puissants et par des institutions internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces politiques, ainsi que les activités non régulées des compagnies transnationales, ont des effets graves sur la vie, la santé et le bien-être des gens du Nord et du Sud.

Les services publics ne répondent pas suffisamment aux besoins des gens, principalement parce qu'ils se sont dégradés en raison des réductions des budgets sociaux des gouvernements. Les services de santé sont devenus moins accessibles, sont moins équitablement répartis et sont moins adaptés aux besoins.

La privatisation menace de réduire l'accès aux services de santé et compromet le principe essentiel d'équité. La persistance de maladies curables, la recrudescence de maladies telles que la tuberculose et le paludisme, l'émergence et la dispersion de nouvelles maladies telles que le SIDA sont des signes graves du manque d'engagement de notre monde envers les principes d'équité et de justice.

LES PRINCIPES DE LA CHARTE POPULAIRE DE LA SANTE

- L'accès au plus haut niveau possible de santé et de bien-être est un droit humain fondamental, indépendant de l'origine ethnique, de la race, de la religion, du sexe, de l'âge, de l'orientation sexuelle, de la classe sociale ou des capacités de l'individu
- Les principes des Soins de Santé Primaires, tels qu'ils furent envisagés dans la Déclaration d'Alma-Ata en 1978 devraient former la base des politiques de Santé. Maintenant plus que jamais, il est nécessaire d'avoir pour objectif une approche équitable, multi-disciplinaire et participative.
- Les gouvernements ont la responsabilité fondamentale d'assurer l'accès universel à des soins de santé de qualité, à l'éducation et aux autres services sociaux, selon les besoins des gens et non pas selon leur capacité à les payer.
- La participation des personnes et des organisations populaires est essentielle dans la formulation, la mise en pratique et l'évaluation des politiques de Santé et des programmes sociaux.
- La Santé est essentiellement influencée par l'environnement politique, économique, social et physique. Elle doit être prioritaire dans les politiques des décideurs au niveau local, national et international, conjointement avec l'équité et le développement durable

UN APPEL A L'ACTION

Pour s'attaquer à la crise actuelle de la santé sur l'ensemble du globe, il faut que nous agissions à tous les niveaux – individuel, communautaire, national, régional et mondial – et dans tous les secteurs. Les exigences présentées ci-dessous sont la base de l'action qu'il faut entreprendre.

LA SANTE EST UN DROIT DE L'HOMME

La Santé reflète l'attachement d'une société à l'équité et à la justice. La Santé et les Droits de l'Homme doivent prévaloir sur les questions économiques et politiques.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- Soutenir tout effort de mise en place du droit à la santé.
- Exiger des gouvernements et des organisations internationales qu'ils reformulent, mettent en oeuvre et poursuivent les politiques et les pratiques qui visent au respect du droit à la Santé.
- Construire des mouvements citoyens pour faire pression sur les gouvernements dans le but qu'ils intègrent Santé et Droits de l'Homme dans leurs Constitutions et Législations.
- Lutter contre l'exploitation des besoins sanitaires humains dans des buts purement lucratifs.

S'ATTAQUER AUX FACTEURS DETERMINANTS DE LA SANTE

Défis économiques

L'économie a une influence profonde sur la santé. Les politiques économiques qui donnent la prépondérance à la l'équité, à la santé et au bien- être social améliorent la santé des peuples autant que celle de l'économie.

Les politiques financières, agricoles et industrielles qui répondent principalement aux besoins capitalistes et qui sont imposées par les gouvernements nationaux et les organisations internationales, aliènent les gens dans leurs vies. La mondialisation économique et la libéralisation ont accru les inégalités entre nations et à l'intérieur des nations.

Bien des pays du monde et particulièrement les plus puissants utilisent leurs ressources, y compris les sanctions économiques et les interventions militaires, pour consolider et étendre leurs positions, avec des effets dévastateurs sur la vie des gens.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- Demander la transformation de l'Organisation Mondiale du Commerce et des autres organismes internationaux de commerce afin que cesse la violation des droits sociaux, économiques, écologiques et sanitaires de l'Homme et que soit initiée une discrimination positive en faveur des pays du Sud. Pour protéger la Santé Publique, une telle transformation doit concerner les régimes de propriété intellectuelle, tels les brevets et les accords sur les aspects de la protection intellectuelle touchant au commerce (ADPIC).
- Demander l'annulation de la dette du Tiers Monde.
- Demander une transformation radicale de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International, de sorte que ces institutions reflètent et encouragent activement les droits et les intérêts des pays en voie de développement.
- Demander des réglementations efficaces pour s'assurer que les pratiques des compagnies multinationales n'ont pas d'effets négatifs sur la santé des gens, n'exploitent pas leur main d'oeuvre, n'endommagent pas leur environnement ou ne portent pas atteinte à la souveraineté nationale.

- Obtenir des gouvernements qu'ils mettent en oeuvre des politiques agricoles qui soient en accord avec les besoins des populations et non les besoins du Marché, ceci pour garantir une production suffisante de nourriture et son accès équitable (sécurité alimentaire).
- Demander que les gouvernements nationaux agissent pour protéger les droits de la santé publique dans les lois sur la propriété intellectuelle.
- Demander le contrôle et l'imposition fiscale des mouvements de capitaux internationaux spéculatifs.
- Insister pour que toute politique économique soit sujette à une évaluation de ses effets sur la santé, l'équité, la discrimination sexuelle et l'environnement, et comprenne des mesures contraignantes pour garantir leur respect.
- Abandonner les théories économiques basées sur la croissance et les remplacer par des modèles alternatifs qui créent des sociétés plus humaines et un développement plus durable. Les théories économiques devraient reconnaître les contraintes de l'environnement, l'importance fondamentale de l'équité et de la santé, et aussi la contribution du travail bénévole, en particulier le travail mal reconnu des femmes.

Les défis sociaux et politiques

Une politique sociale globale a des effets positifs sur la vie des gens et leurs conditions d'existence alors que la mondialisation économique et la privatisation ont des effets négatifs profonds sur les communautés, les familles et les cultures. Alors que les femmes jouent un rôle primordial en maintenant partout le tissu social des communautés, leurs besoins essentiels sont trop souvent ignorés ou niés, leurs droits et leurs personnes violés.

On constate que les institutions publiques ont été affaiblies. Nombre de leurs responsabilités ont été transférées au secteur privé, en particulier à des entreprises ou autres institutions nationales ou internationales qui rendent rarement des comptes aux populations concernées. De plus, le pouvoir des parties politiques et des syndicats ouvriers se trouve souvent réduit alors que les forces conservatrices et fondamentalistes se développent. La démocratie active devrait s'épanouir dans les organisations politiques et les structures civiques. Il y a un besoin urgent de développer et d'encourager la transparence et la prise de responsabilités.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- Demander et soutenir le développement et la réalisation d'une politique sociale globale qui encourage la participation des individus.
- Obtenir qu'hommes et femmes aient des droits égaux d'accès au travail et aux conditions d'existence, à la liberté d'expression, à la participation politique, au choix de leur religion, à l'éducation et à une vie sans violence.
- Faire pression sur les gouvernements pour mettre en place une législation qui protège et développe les droits des groupes minoritaires à une santé physique, mentale et spirituelle.
- Demander que l'Éducation et la Santé soient placées au sommet de l'agenda politique. La Charte demande l'instruction obligatoire et gratuite pour tous les enfants et adultes en particulier pour les filles et les femmes, et une éducation pré- scolaire de qualité.

- Demander que les activités des institutions publiques, telles que les soins aux enfants, les systèmes de distribution de nourriture et les logements sociaux, améliorent vraiment la santé des individus et des communautés.
- Condamner et faire annuler les décisions politiques qui entraînent le déplacement forcé de populations hors de leurs terres, de leur travail ou de leurs habitations.
- S'opposer aux forces fondamentalistes qui menacent les droits et les libertés des individus, en particulier la vie des femmes, des enfants et des minorités.
- S'opposer au tourisme sexuel et au trafic mondial des femmes et des enfants.

Les défis écologiques

La pollution de l'eau et de l'air, les rapides changements climatiques, la destruction de la couche d'ozone, l'énergie nucléaire et ses déchets, les produits chimiques toxiques et les pesticides, la perte de la diversité biologique, la déforestation et l'érosion du sol ont des effets profonds sur la santé des gens. Cette destruction de l'environnement a ses racines fondamentales dans l'exploitation à courte vue des ressources naturelles, l'absence de vision globale à long terme, la diffusion de comportements individualistes tournés vers le profit et la surconsommation de la part des riches. Il faut s'attaquer aux causes de la destruction de notre environnement et s'efforcer d'y mettre fin rapidement et efficacement.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- Faire que les entreprises nationales et internationales ainsi que les institutions publiques et les militaires répondent des activités destructrices et dangereuses qu'elles génèrent et qui affectent l'environnement et la santé des gens.
- Exiger que tout projet de développement soit évalué en fonction de critères écologiques et que soient appliquées prudence et retenue lorsque les technologies et les décisions politiques menacent la santé et l'environnement (le principe de précaution).
- Exiger que les gouvernements s'engagent à réduire les émissions de "gaz à effet de serre" sur leurs territoires selon des critères beaucoup plus stricts que ceux des accords internationaux sur les changements climatiques, sans avoir recours à des technologies ou à des pratiques dangereuses ou inappropriées.
- S'opposer au transfert d'industries dangereuses et de déchets toxiques ou radio-actifs dans des pays pauvres ou des communautés minoritaires; encourager les solutions qui réduisent la production de déchets.
- Réduire la sur-consommation et les styles de vie trop destructeurs aussi bien au Nord qu'au Sud. Faire pression sur les pays industrialisés pour qu'ils réduisent leur consommation et leur pollution de 90 %.
- Demander des mesures qui assurent la sécurité et la santé des travailleurs, en incluant les travailleurs dans la surveillance des conditions de travail.
- Demander des mesures qui préviennent les accidents sur les lieux de travail, dans les communautés et à la maison.
- Refuser les brevets sur la vie et s'opposer à la piraterie biologique des connaissances et ressources traditionnelles indigènes.

- Développer des indicateurs centrés sur les gens et les communautés pour mesurer le progrès social et écologique; exiger le développement et l'adoption de bilans qui mesurent la dégradation écologique et le statut sanitaire des population.

Guerre, violence, conflits et désastres naturels

Guerre, violence, conflits et désastres naturels dévastent les communautés et détruisent la dignité humaine. Ils ont des effets graves sur la santé physique et mentale de leurs membres, en particulier des femmes et des enfants. L'accroissement des achats d'armes et un commerce international d'armement agressif et corrompu détruisent la stabilité sociale, politique et économique et l'allocation de ressources au secteur social.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- Soutenir les campagnes et les mouvements pour la paix et le désarmement.
- Soutenir les campagnes contre l'agression, la recherche, la production, les essais et l'utilisation d'armes de destruction massive et autres armes, y compris toutes les espèces de mines antipersonnelles.
- Soutenir les initiatives populaires pour obtenir une paix juste et durable, en particulier dans les pays qui ont l'expérience de la guerre civile et du génocide.
- Condamner l'usage de soldats-enfants, les violences, les viols, la torture et la mort de femmes et d'enfants.
- Demander l'interdiction de l'usage de l'occupation d'un territoire comme outil de destruction de la dignité humaine.
- S'opposer à la militarisation des interventions humanitaires.
- Demander la transformation radicale du Conseil de Sécurité des Nations Unies en structure véritablement démocratique.
- Demander que les Nations Unies et les États individuels abandonnent toutes mesures de sanction agressives qui affectent la santé des populations civiles.
- Encourager des initiatives indépendantes émanant des communautés elles-mêmes pour déclarer zones de paix sans armes leurs quartiers, communautés et villes.
- Soutenir des actions et des campagnes pour la prévention et la réduction des comportements agressifs et violents, particulièrement de la part des hommes, et pour le développement de la coexistence pacifique.
- Soutenir des actions et des campagnes de prévention contre les désastres naturels et de réduction de la souffrance humaine qu'ils engendrent.

UN SECTEUR SANITAIRE CENTRE SUR LES USAGERS

La présente Charte demande la fourniture de soins de santé universels, indépendants de la capacité des usagers à les payer. Les services de santé doivent être démocratiques, et évalués sur leur performance et reposer sur des ressources suffisantes pour atteindre ce but.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- S'opposer à une politique nationale ou internationale qui privatise les soins de santé et les transforme en une marchandise.
- Demander que les gouvernements développent, financent et fournissent des services de Soins de Santé Primaires en tant que façon la plus efficace de résoudre les problèmes de santé et d'organiser la santé publique dans le but d'offrir un accès gratuit et universel.
- Faire pression sur les gouvernements pour qu'ils adoptent, réalisent et fassent respecter une Politique de Santé et une Politique Pharmaceutique nationales.
- Demander que les gouvernements s'opposent à la privatisation des services de santé et contrôlent efficacement le secteur médical privé, y compris les services caritatifs et les Organisations Non Gouvernementales.
- Demander une transformation radicale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS/WHO) de façon qu'elle réponde aux besoins de santé des pauvres, qu'elle évite les approches verticales, qu'elle assure une méthode interdisciplinaire, qu'elle inclue les organisations de base dans l'Assemblée Mondiale de la Santé, et qu'elle reste indépendante des intérêts commerciaux des grandes entreprises.
- Formuler, soutenir et développer des actions qui encouragent l'initiative des gens et leur contrôle dans les décisions de politique sanitaire à tous les niveaux, y compris les droits des patients et des consommateurs.
- Reconnaître et développer des méthodes de guérison traditionnelles et holistiques et leurs praticiens et admettre leur intégration dans les services de Soins de Santé Primaires.
- Demander des changements dans la formation du personnel sanitaire, de façon qu'il soit formé à la résolution de problèmes et aux solutions pratiques, qu'il comprenne mieux les effets de la mondialisation sur leurs communautés, qu'il coopère avec leur communauté en respectant sa diversité.
- Démystifier les technologies médicales, y compris les médicaments, et demander qu'elles soient subordonnées aux besoins des gens.
- Demander que les recherches en matière de santé, y compris la recherche génétique, la recherche pharmaceutique et en planning familial tiennent compte des besoins et soient effectuées par des institutions prêtes à en rendre compte. Elles doivent viser les besoins des usagers et de la santé publique, et respecter les principes éthiques universels.
- Soutenir le droit des gens à l'auto-détermination en matière de vie sexuelle et reproductive et s'opposer à toutes mesures coercitives dans la politique de contrôle des naissances. Ce soutien inclut le droit à toutes les méthodes de contraception saines et efficaces.

PARTICIPATION POPULAIRE POUR PROMOUVOIR UN MONDE SAIN

Des organisations et des mouvements populaires forts ont une importance fondamentale pour la mise en place de politiques plus démocratiques et plus comptables de leurs actes. Il est essentiel que les droits – civiques, politiques, économiques, sociaux et culturels – soient respectés. Tandis que les gouvernements ont la responsabilité principale de promouvoir une approche équitable de la Santé et des Droits de l'Homme, un grand nombre de groupes et de mouvements dans la société civile, ainsi que dans les médias, ont un rôle important à jouer pour s'assurer que le pouvoir populaire soit suffisamment fort pour contrôler le développement de ces politiques et assurer le suivi de leur mise en oeuvre.

La présente Charte fait appel aux peuples du monde pour:

- Etablir et renforcer des organisations populaires afin de créer une base solide pour l'analyse et l'action.
- Formuler, soutenir et développer des actions qui encouragent l'engagement des usagers dans le processus de décision des services publiques à tous les niveaux.
- Demander que les organisations populaires soient représentées dans les forums locaux, nationaux et internationaux concernant la Santé.
- Soutenir les initiatives locales favorisant la démocratie participative en créant des communautés de travail solidaires à travers le monde.

L'Assemblée Populaire de la Santé et la Charte

L'idée d'une Assemblée Populaire de la Santé (APS) a fait l'objet de discussions depuis plus de dix ans. En 1998, un certain nombre d'organisations ont lancé le processus de création de l'APS et organisé une grande rencontre internationale, tenue au Bangladesh à la fin de l'an 2000. Une série d'activités furent mises en route, y compris des ateliers régionaux, la collecte d'études de cas concernant la santé et la rédaction d'une Charte Populaire de la Santé. La présente Charte est basée sur la vision de citoyens et d'organisations populaires du monde entier; elle fut approuvée pour la première fois lors de la réunion de l'Assemblée à Savar, au Bangladesh, en décembre 2000. La Charte est une expression de nos soucis communs, de notre vision pour un monde meilleur et plus sain et de nos appels pour une action radicale. C'est un outil pour faire connaître notre cause et un point de ralliement autour duquel d'autres communautés de travail et d'autres coalitions peuvent se former.

JOIGNEZ-VOUS À NOUS – SIGNEZ LA CHARTE

Nous faisons appel à toutes les personnes et organisations à se joindre à ce mouvement mondial et nous vous invitons à signer la Charte Populaire de la Santé et à aider à sa réalisation.

www.phmovement.org

globalsecretariat@phmovement.org

AMENDEMENT

Après l'approbation de la Charte Populaire de la Santé en 8 décembre 2000, il a été notifié au groupe de rédaction que les points numéros 1 et 2 sous la rubrique des défis économiques pouvaient être interprétés comme étant en accord avec la clause sociale de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui a pour effet de renforcer l'organisation mondiale du commerce et ses intérêts néo-libéraux. Étant donné que cela va à l'encontre de la démarche de PHA qui tente de changer l'OMC et son système commercial mondial, les deux paragraphes ont été regroupés et amendés. La section sur la guerre, violence et conflit a été amendée pour inclure les catastrophes naturelles. Un nouveau point d'action, numéro 5 dans cette version, a été ajouté pour demander la fin de l'occupation. De plus, le point d'action numéro 7, maintenant numéro 8, a été amendé comme suit : pour mettre fin à toutes sortes de sanctions. Un point d'action numéro 11 a été ajouté concernant les catastrophes naturelles.